



# LES DOSSIERS DE VISA #12 décembre 2023

Il y a un peu plus d'un an, le 22 octobre 2022, pour la première fois depuis Mussolini, une leader d'extrême droite prêtait serment et prenait le pouvoir en Italie. Son slogan préféré en meeting était : "*Dieu, patrie, famille*".

Immédiatement, la dirigeante du Rassemblement national a chaleureusement félicité Giorgia Meloni : "*Tous mes vœux de réussite*" a-t-elle déclaré, en ajoutant : "*Partout en Europe, les patriotes arrivent au pouvoir et avec eux cette Europe des nations que nous appelons de nos vœux*".

Rien d'étonnant à cela puisque le programme électoral 2022 du parti de Meloni, Fratelli d'Italia :

- défend un modèle familial traditionnel et tourné vers la procréation,
- s'oppose farouchement au droit du sol et à l'accueil des réfugié.es (Elle a d'ailleurs plusieurs fois réclamé que les ports italiens refusent les bateaux ayant secouru des migrants en mer Méditerranée),
- s'oppose à l'Union Européenne en souhaitant une Europe confédérale,
- s'attaque à l'âge de départ en retraite en voulant le repousser à 67 ans,
- propose des réductions d'impôts à tous les étages (entreprises, ménages) et souhaite en même temps que l'État italien investisse davantage dans une industrie nationale et dans le protectionnisme. Son marqueur est la préférence nationale.

## DE L'ITALIE DE MELONI

## A LA FRANCE DE LE PEN



[WWW.VISA-ISA.ORG](http://WWW.VISA-ISA.ORG)



[ASSOVISABIS@GMAIL.COM](mailto:ASSOVISABIS@GMAIL.COM)



ASSOCIATION VISA



ADHERER A VISA  
S'ABONNER A LA NEWSLETTER  
AVOIR DES INFOS...  
VISITEZ NOTRE SITE !

Les similitudes entre Meloni et Le Pen, même si celle-ci lui préfère son allié de longue date Salvini, le nouveau vice premier ministre, ont poussé les militant.es de VISA à produire ce dossier pour éviter le pire en 2027... Un anti-fasciste averti en vaut deux !

Après un retour sur les élections du 25 septembre 2022, la campagne électorale et la composition du gouvernement, ce dossier traite de la politique migratoire, de la suppression du RSA, des positionnements syndicaux.

Il se conclut par un historique du fascisme en Italie.

**Avec cette documentation, les syndicalistes auront donc une vision précise de ce que fait l'extrême droite en matière de reculs des droits et des libertés lorsqu'elle prend le pouvoir.**

**Cet outil leur permettra d'affirmer haut et fort que l'extrême droite est plus que jamais l'ennemi à abattre, en France comme ailleurs.**

## **UN GOUVERNEMENT QUI RASSEMBLE TOUTES LES EXTRÊMES DROITES**

Suite aux législatives du 25 septembre 2022, toutes les composantes des extrêmes droites qui avaient déjà été réunies – par le passé – dans les divers gouvernements dirigés par Silvio Berlusconi, gouverneront à nouveau ensemble.

Mais les rapports de force interne ont été modifiés.

Jusqu'ici, le parti « Fratelli d'Italia » de Giorgia Meloni avait plutôt figuré au second voire au troisième rang parmi les principales formations des coalitions droite/extrême droite italienne. La première force de cette coalition avait d'abord été « Forza Italia » de l'affairiste Berlusconi, dans les années 1990 et 2000 (avec notamment 21 % aux législatives de mars 1994, puis 29,4 % aux législatives de 2001) qui avait provisoirement absorbé Al-

leanza nazionale en 2008/09, puis plus tard la Ligue.

Celle-ci, après avoir plusieurs fois obtenu autour de 8 % dans plusieurs élections législatives, avec des scores nettement plus élevés dans le nord du pays mais des résultats faibles dans le centre et le sud, s'était étendue géographiquement et avait culminé à un score de 17,4 % aux législatives de mars 2018. Elle constituait alors la première puissance dans l'arc des forces à la droite et extrême droite, puisque « Forza Italia » était alors tombée, la même année, à 14 % des voix. « Fratelli d'Italia » n'avait encore obtenu, aux mêmes législatives de 2018, que 4,4 % des voix au total.

Le rapport de forces à l'intérieur du camp de la droite et de l'extrême droite s'est désormais renversé. La Ligue, après sa tentative malencontreuse de prendre la tête du gouvernement (en 2019) et l'éclatement de la coalition avec le « Mouvement cinq étoiles » - suivi de deux années et demi de gouvernement « d'union nationale » sous le banquier et technocrate Mario Draghi, auquel la Ligue participait d'ailleurs -, perd la moitié de son électorat et tombe, en septembre 2022, à 8,8 % des voix. Après le décès de Berlusconi, « Forza Italia » poursuit son déclin et chute à 8,3 %.

C'est ainsi le parti « Fratelli d'Italia », anciennement plutôt groupusculaire et cantonné sur l'aile considérée comme extrémiste du bloc droite/extrême droite, qui connaît pour la première fois une véritable percée, en passant de moins de 5 % à désormais 26 % des voix exprimées.

**Les mêmes partis qu'auparavant dans les cabinets constitués par Berlusconi (Forza Italia, la Ligue, Fratelli d'Italia prenant la place anciennement dévolue au MSI puis à Alleanza Nazionale avant le fusion de 2008/09) forment désormais le gouvernement.**

**Sauf que c'est désormais Fratelli d'Italia qui domine, pour la première fois, et que c'est à sa cheffe Giorgia Meloni de diriger le gouvernement.**

Le premier chef d'Etat ou de gouvernement étranger à lui rendre visite, dès le dimanche soir 23 octobre 2022 - Giorgia Meloni ayant présenté la veille, soit le 22 octobre 2022, le gouvernement qu'elle venait de former - à Rome, était d'ailleurs un certain Emmanuel Macron. Hasard du calendrier ?

Ce dernier se trouvait alors déjà en Italie, pour la tenue d'un sommet sur l'Ukraine. En tout cas, il ne lui aura pas fallu longtemps pour rencontrer, dans le cadre d'un entretien se voulant constructif, la nouvelle cheffe de gouvernement italienne, issue du néofascisme représentée par le MSI historique.

## **LA MÉDITERRANÉE EST UN CIMETIÈRE, MELONI S'EN MOQUE**

Dès sa formation, le gouvernement dirigé par l'extrême droite Italienne a réservé ses principales mesures contre les migrants, montrant ainsi sa volonté d'agir dans le domaine qui constitue le carburant historique de l'extrême droite vers le pouvoir, en Italie comme ailleurs.

**Il y a là un vrai parallèle avec la stratégie du FN/RN.**

Alice Basiglioni, 38 ans, épidémiologiste et bénévole pour l'association Baobab, créée à Rome en 2015 pour venir en aide aux migrants, fait l'analyse suivante :

*« Giorgia Meloni ne fait qu'emprunter un sillon creusé très profondément par les gouvernements d'avant, qui consiste à criminaliser la migration et la solidarité d'un côté, et à réduire les droits des migrants et leur possibilité d'obtenir un accueil et de demander une protection de l'autre. Mais l'opinion publique est chauffée à blanc tous les jours. »* observe-t-elle.

*« Même si le vocabulaire de l'invasion n'est pas neuf, associer systématiquement les migrants à l'insécurité et parler de "remplacement ethnique" comme l'a fait le ministre de l'agriculture, cela alimente et autorise la xénophobie ambiante. »*

**Là encore, il y a un fort point commun entre la France et l'Italie.**

Début janvier 2023, un premier décret a d'abord contraint les ONG de secours en mer à se dérouter vers les ports lointains du nord de l'Italie, compliquant les opérations de sauvetage en allongeant les routes maritimes des bateaux apportant leur aide aux migrants en détresse.

Ce décret marque aussi la fin des opérations de secours « simultanées ». Dès lors qu'un port de débarquement a été attribué par les autorités italiennes à un navire, il doit être atteint sans délai pour que puisse s'achever l'opération de sauvetage. Plus question désormais qu'un bateau qui vient de recueillir des réfugiés détourne sa route vers une autre embarcation en perdition tant qu'elle n'a pas touché terre.

Plus de miles à parcourir, c'est plus de risques de manquer de carburant, de nourriture et de soins. C'est aussi moins de possibilités de pouvoir secourir les embarcations en détresse à cause d'allers retours de plus en plus longs.

**La méditerranée n'a pas fini de voir des bateaux errer... et couler...**

Ensuite, début mai 2023, le gouvernement a pris prétexte d'un nouveau naufrage ayant eu lieu sur les côtes calabraises avec un bilan d'au moins 90 morts, pour prendre un nouveau décret sur les migrations.

Surnommé « décret Cutro », du nom de la ville de Calabre située à proximité du naufrage, le « Decreto Immigrazione » prévoit des peines plus sévères pour les passeurs et les personnes accusées de soutenir l'immigration illégale.

Mais le décret vise d'abord les migrants eux-mêmes, à travers deux mesures principales. La première modifie la « protection spéciale », une sorte de permis de séjour humanitaire introduit en 2020 par l'ancienne ministre de l'intérieur Luciana Lamorgese quand elle avait remplacé Matteo Salvini.

Ce décret scélérat vide complètement de son contenu cette forme de protection qui recon-

naissait l'intégration et l'insertion sociale de personnes n'ayant pas le statut de réfugiés, étant admis qu'il n'était pas possible de les renvoyer dans leur pays parce qu'elles s'étaient déjà adaptées à la vie en Italie, d'un point de vue relationnel et économique.

La seconde mesure vise, sous l'impulsion notamment du ministre des infrastructures Matteo Salvini, à obliger chaque région à se doter de centres pour les « rapatriements » afin d'accélérer les expulsions. Ils sont aujourd'hui une dizaine, pour une capacité totale de moins de 1 500 places, loin des objectifs que se donne le gouvernement pour faire partir celles et ceux qu'il regarde comme des clandestins.

En réalité, ces centres constituent l'élément le plus horrible d'une politique migratoire qui en compte beaucoup. On y enferme les gens comme des prisonniers. On ne sait pas ce qu'il s'y passe, les journalistes n'y sont pas admis. On met les personnes sous médicaments pour les laisser dans un état de torpeur. On ne respecte ni le droit des personnes à demander l'asile, ni la durée maximale d'enfermement autorisée.

Fin 2022, le gouvernement a alloué 42,5 millions d'euros pour de nouveaux centres de rétention...

**Lorsque l'on entend aujourd'hui les violents discours de l'extrême droite française sur les migrants, tout porte à croire qu'elle agirait au moins de même si elle arrivait au pouvoir.**

Et pour couronner le tout, à cause de ce décret, l'accueil dans le dispositif Sai (Système d'accueil et d'intégration) sera réservé uniquement aux personnes ayant obtenu le statut de réfugié et non plus également aux demandeurs d'asile. Avec Sai, les étrangers pouvaient avoir accès à des services juridiques, sociaux, sanitaires et éducatifs comme des cours d'italien pour les adultes ou d'intégration scolaire pour les mineurs. Ce ne sera désormais plus le cas.

En parallèle, le gouvernement italien a proclamé mi-avril 2023 un « état d'urgence migratoire » censé faire face à la réalité selon la-

quelle, d'après les chiffres du ministère de l'intérieur italien, plus de 35 000 personnes ont débarqué en Italie pendant les quatre premiers mois de 2023, contre 7 900 pour la même période en 2022. Des personnes provenant en majorité de Côte d'Ivoire, Guinée, Pakistan, Égypte, Tunisie et Bangladesh, et du Soudan.

Les contours et les conséquences de cet « état d'urgence » demeurent nébuleux donc particulièrement inquiétants, et ses premières applications fin septembre 2023 suite à une hausse des arrivées sur l'île de Lampedusa le prouvent : Meloni a immédiatement procédé à un nouveau tour de vis, en allongeant la durée maximale de rétention des immigrés en situation irrégulière de 135 jours à 18 mois.

*« Cela signifie - et j'envoie ce message très clair à toute l'Afrique - que si vous vous en remettez à des trafiquants pour violer la législation italienne, quand vous arrivez en Italie vous devez savoir que vous serez arrêtés et ensuite rapatriés », a-t-elle affirmé.*

L'extrême droite française a bien entendu tenté de profiter de la "crise de Lampedusa" en ressortant ses postures et ses diatribes nauséabondes. Pour le Rassemblement national, il n'y a qu'une seule réponse possible à cette crise : « la France n'accueillera pas un seul migrant » en provenance de Lampedusa, a tancé son président, Jordan Bardella.

Quand à Marion Maréchal Le Pen, tête de la liste reconquête pour les prochaines élections européennes, elle s'est rendue sur place pour y dénoncer « chaos » et « submersion » sur fond d'images de réfugiés assis par terre, en masse, sur le port italien.

A suivre de très près...

**En guise de conclusion sur ce thème, un tribunal néerlandais s'est, le 26 avril 2022, prononcé contre le renvoi vers l'Italie de demandeurs d'asile en jugeant que leurs droits fondamentaux ne pouvaient y être garantis.**

**Cela montre bien que la situation des migrants en Italie sous ce gouvernement n'est pas**

digne d'un pays européen, et c'est un tribunal qui le dit !

Début aout 2023, l'Organisation internationale pour les migrations de l'Onu a déjà recensé « *au moins 2 060 morts* » dans divers naufrages depuis le début de l'année 2023, rien que pour la Méditerranée.

Le bilan de 2022 est déjà dépassé. Au mois d'août.

En moins d'une décennie, selon la même source, près de 28 000 personnes migrantes ont perdu la vie en traversant la mer Méditerranée.

Meloni s'en moque, comme toute l'extrême droite française.

## **SUPPRESSION DU RSA, SUPPRESSION DES PAUVRES ?**

*"A mali estremi estremi rimedi. "*<sup>1</sup>

Giorgia Meloni a toujours considéré le revenu de citoyenneté version italienne du RSA français comme un « *symbole de l'assistanat* » et surtout comme un marqueur de gauche qu'il fallait à tout prix effacer du paysage politique italien. Promesse phare durant sa campagne électorale, Giorgia Meloni stigmatisait ainsi cette allocation comme « *un véritable «cadeau» à ceux qui n'ont pas envie de travailler!* ». Oubliant au passage le million de personnes sorties de la pauvreté grâce au mécanisme du Revenu Citoyen, selon l'Institut italien de la statistique (Istat).

Meloni et son parti les Frères d'Italie visent en fait «les méridionaux» dans les régions acquises au Mouvement Cinq étoiles lors des dernières législatives. Parmi les 1 985 000 bénéficiaires du revenu de citoyenneté, 1 445 000 se trouvent dans le Sud et les îles.

*« Chi dorme non piglia pesci »*<sup>2</sup>

1 Proverbe italien « Aux maux extrêmes, extrêmes remèdes. »

2 « Qui dort n'attrape pas de poissons » : proverbe utilisé pour décrire une personne fainéante

Et comme pour bien marquer les esprits, elle choisit une date plus que symbolique pour faire son annonce de suppression de ce minimum social : le 1er mai 2023, fête internationale des travailleurs et travailleuses !

Elle déclare alors vouloir revoir en profondeur le dispositif des aides sociales en précisant que seule une partie des foyers pourrait demander une prolongation de l'aide jusqu'en décembre 2023. La condition pour cela : prouver un «fort état de détresse sociale». « *Nous réformons le revenu de citoyenneté pour faire la différence entre ceux qui sont capables de travailler et ceux qui ne le sont pas* » déclarait alors Meloni.

**Une rhétorique classique de la droite et de l'extrême droite qu'on retrouve partout en Europe et singulièrement en France pour stigmatiser les chômeurs et précaires.**

La conséquence immédiate pour près de 88 000 ménages italiens composés de personnes jugées «*en état de travailler*» est que le dispositif sera remplacé par un instrument beaucoup moins généreux : chèque plafonné à 350 euros par mois pour une durée d'un an maximum, à condition «*d'être actif dans des projets utiles à la collectivité*».

**On retrouve là les dispositifs inefficaces pour le pouvoir d'achat basés sur des primes ponctuelles, limitées en montant et dans le temps, telle que promu par le gouvernement français nouvellement constitué dans ses premières mesures dites « d'urgence » et votées en aout 2002 ... avec le soutien des députés RN !**

En Italie le gouvernement d'extrême droite annonça la mise en œuvre au 1er janvier 2024 d'un « chèque d'inclusion » réservé aux familles composées de personnes présentant un handicap, aux mineurs ou aux plus de 60 ans. Plafonné à 500 euros par mois (630 euros pour les foyers comptant des personnes de plus de 67 ans ou présentant un grave handicap), auxquels s'ajouteront 280 euros pour les foyers non-proprétaires de leur logement. Limité dans le temps à dix-huit mois, ce « chèque » pourra être renouvelé pour un an.

Pourtant, comme l'explique Federico Bassi, économiste italien et maître de conférences à l'université de Lille : « Le revenu de solidarité a été mis en place pour placer l'ensemble des Italiens au-dessus du seuil de pauvreté, situé à ce moment-là à 780 euros »

### *Una disgrazia tira l'altra*<sup>3</sup>

Comble de l'abjection, le 27 juillet 2023, c'est par un SMS qu'environ 169.000 familles italiennes seront informées qu'elles ne percevraient plus le revenu de citoyenneté, et ce à partir du 1er août sans plus de précision. Après ce message brutal, déshumanisé et à effet quasi immédiat, c'est par vagues successives jusqu'à fin 2023 que des cohortes de bénéficiaires seront exclues du versement de l'allocation jusqu'à disparition complète du dispositif au 1er janvier 2024. Ainsi d'ici à la fin de l'année 2023, ce sont près de 400 000 foyers qui pourraient être privés de ce revenu.

Daniela Barbaresi, du syndicat CGIL a considéré justement que « *ce SMS a allumé la mèche d'une bombe sociale. Les communes et les travailleurs sociaux se retrouvent à gérer une urgence sans les ressources, le temps et le personnel suffisants.* ». Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays dès le lundi 31 juillet et notamment à Naples, où l'aide a été retirée à 21 500 foyers. Un sit-in a été organisé devant les bureaux de l'organisme de Sécurité sociale italienne mais aussi des actes de désespoir de certains allocataires exclus.

Rappelons que ces décisions ont été prises en Italie dans un contexte totalement dégradé au point de vue économique et social avec un recul du PIB et une inflation italienne qui reste parmi les plus élevée de la zone euro. Avec une explosion des prix des produits de première nécessité, obligeant les ménages à réduire leurs dépenses alimentaires. Selon certains experts il s'agit de la plus forte inflation alimentaire depuis près de 40 ans poussant plus de 3 millions d'Italiens à recourir aux soupes populaires pour se nourrir. Le dogme ultralibéral présidant à ces décisions

<sup>3</sup> un malheur n'arrive jamais seul

dans ce gouvernement italien d'extrême droite est bien que « *si les gens sont pauvres c'est de leur faute* » !

**Une manière de rappeler que sous ses discours populistes, l'extrême droite, en Italie comme en France, reste inféodée à l'ordre néolibéral.**

Et que sous couvert de lutter contre l'assistanat, elle prend des mesures antisociales aggravant la pauvreté et les inégalités.

**Et de ce côté ci des Alpes : « *Chi si somiglia si piglia !* »<sup>4</sup>**

Rappelons que Marine Le Pen dans sa campagne présidentielle proposait de réserver le bénéfice du RSA et des prestations de solidarités aux étrangers ayant au moins 5 ans d'équivalent temps plein travaillé en France. Selon la candidate, cette mesure était susceptible de générer 21,9 Md€ d'économie sur la durée du quinquennat. Son équipe de campagne réfutait l'hypothèse de certains instituts estimant que 45 % des étrangers seraient ainsi rendus inéligibles au RSA.

**Elle estime au contraire que presque tous les étrangers seraient rendus inéligibles, ce qui augmenterait de près du double les économies potentielles générées par une telle mesure.**

En septembre 2023, lors des journées de rentrée du RN à Beaucaire, Marine le Pen et Jordan Bardella affichent leur distance avec les choix politiques de Meloni. « *Si j'étais italien, je serais peut-être déçu mais je ne suis pas italien* » dira Jordan Bardella. Tout en soulignant perfidement les qualités de l'ancien ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini secrétaire fédéral de l'extrême droite La Ligue (anciennement Ligue du Nord) alliée du gouvernement italien mais aux options plus ouvertement anti immigrationniste plus proches de celles du RN : « *Salvini avait contribué à faire baisser de manière importante les retours en bateau.*

<sup>4</sup> Qui se ressemble s'assemble ; On pourrait dire aussi « Dis-moi qui est ton ami, je te dirai qui tu es ».

*Mme Meloni tente de gérer une crise et une pénurie* » indiquera l'actuel président du RN.

## **Visions contradictoires lors des débats de la loi Plein Emploi**

En octobre 2023, durant l'examen du projet de loi pour le plein-emploi à l'Assemblée nationale - avec la création de France travail et des mesures de contrôles et sanctions renforcées contre les allocataires du RSA-, le RN tentera de concilier deux visions contradictoires des aides sociales. Son refus de condamner fermement « l'assistanat » déstabilise une partie de son électorat.

Ainsi dans son intervention sur la motion initiale de rejet, le député RN Victor Catteau déclarera le 25 septembre 2023 : « *Votre texte n'est qu'un camouflet qui vise une nouvelle fois à opprimer un peu plus nos concitoyens les moins fortunés, à rogner nos droits et acquis sociaux* » Mazette ! Mais le groupe RN ne votera pas cette motion estimant : « *il est absolument nécessaire de légiférer à ce sujet* » ! Dans la discussion générale, c'est le député RN de l'Aisne, Jocelyn Dessigny, qui s'offusquera de l'intention du Gouvernement de « *regrouper dans un même fichier les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et les allocataires du RSA. Si les premiers recherchent activement du travail, les seconds regroupent des profils bien différents les uns des autres, (...) Ces personnes, alors qu'elles ne sont pas demandeurs d'emploi, seront contraintes de signer un contrat d'engagement de quinze heures d'activité, dans une marche forcée vers un emploi incompatible avec leur situation.* » Quel bel élan social !

A contrario, une autre députée « non inscrite » en 2022-mais élue en 2017 avec le soutien du FN-Mme Ménard, femme du controversé maire de Béziers-assume plus clairement son positionnement très proche de celui de Meloni en Italie : « *Que les allocataires du RSA et leurs conjoints soient inscrits au chômage est une bonne chose. Avec près de 2 millions de foyers au RSA, résultat d'une hausse de 46 % depuis dix ans, et 40 % d'allocataires non inscrits à Pôle emploi, il était temps ! Il en va de même pour l'obligation faite aux allocataires d'accomplir quinze heures d'activité par se-*

*maine. Certains députés de gauche y voient un « recul social impressionnant » et même une « coercition » et je ne peux que déplorer une fois encore cette triste philosophie du travail puisque ces quinze heures sont destinées à aider les demandeurs d'emploi à réintégrer le marché du travail. (...) Si certains ont effectivement besoin d'un délai pour y parvenir, d'autres s'accommodent de la situation et, parfois, travaillent au noir. Arrêtons de nous mentir ! Ceux-là sont employables et devraient bénéficier d'un accompagnement renforcé de Pôle emploi et d'une date butoir avant de se voir supprimer leurs droits.* »

Plus tard dans les débats le député RN Jocelyn Dessigny affirmera : « *Vous partez du principe qu'il faut inscrire tout le monde sur le fichier de France Travail, car tout le monde est employable et doit par conséquent travailler. Nous partons, nous, du principe qu'il est peut-être préférable qu'une mère au foyer reste à la maison pour s'occuper de ses enfants.* » Devant les huées suscitées par ses propos il ajoutera « *Mais oui, bien sûr ! N'en déplaise à mes collègues, il vaut mieux lui permettre de rester à la maison- si elle le souhaite - pour s'occuper de ses enfants plutôt que de lui demander d'intégrer un dispositif qui impose quinze heures d'activité hebdomadaires.* »

## **Le Rassemblement national de Marine Le Pen est le seul parti politique à avoir proposé un salaire pour les mères au foyer.**

Au final les députés du parti de Marine Le Pen voteront contre le projet de loi Plein-emploi, adopté à l'Assemblée nationale et au Sénat sur un texte de la commission mixte paritaire. Dans les faits, le RN s'est mollement opposé au durcissement de l'accès au RSA et à l'instauration des 15 heures d'activités hebdomadaires obligatoires pour continuer à percevoir un minimum social très en deçà du seuil de pauvreté en France .

Enfin, après la revendication patriarcale du retour des femmes au foyer rappelée par Jocelyn Dessigny, les députés RN n'oublient pas leur fond de commerce politique avec la hantise de l'immigration et du grand remplace-

ment. Sébastien Chenu, député du Rassemblement National, s'est ainsi exprimé le mercredi 27 septembre 2023 sur BFM TV sur la réforme du RSA du projet « plein emploi » du gouvernement : « *nous voterons contre ce dispositif qui n'est pas efficace. C'est injuste et cela passe à côté de l'essentiel : réserver le RSA aux Français, traquer les fraudeurs et optimiser les dispositifs en fonction des bassins d'emploi, en collaboration avec les collectivités locales.* » !!!

## **QUELLE RÉACTION SYNDICALE ?**

À celles et ceux qui pensent encore que l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir pourrait « donner un grand coup de pied dans la fourmilière » ou ne serait « pas pire que le néolibéralisme », l'exemple italien donne une première leçon : les organisations progressives (syndicales, associatives, politiques...) peuvent se retrouver dans une forme de sidération due à la nouvelle situation. En effet, toutes les pratiques d'avant doivent-elles continuer ? La pratique de négociation doit-elle se poursuivre ? Comment continuer à gagner des droits pour les travailleurs et travailleuses sans tomber uniquement dans un syndicalisme de collaboration ou à l'inverse uniquement de contestation ? Autant de questions qui, si elles ne sont pas réfléchies et anticipées, se posent dans une situation où la maison a déjà commencé à brûler. Autant dire que ce ne sont pas les meilleurs conditions pour les appréhender !

Le gouvernement Méloni a commencé à s'attaquer au plus pauvres en supprimant un certain nombre d'aide sociale et l'équivalent italien du RSA, et n'en est qu'au début des ses attaques réactionnaires et anti-sociales, sans parler de la répression féroce qui s'abattra obligatoirement.

Ce gouvernement d'extrême droite infesté de ministres issu.e.s de partis fascistes ne doit pas être banalisé, au risque d'entraver les nécessaires vigilance et mobilisation antifascistes de masse face à un gouvernement qui avance lentement, mais sûrement, vers une fascisation

progressive et déterminée de la société et du système politique.

### **Première provocation : Le congrès de la CGIL**

Vu de la France, l'intervention de Meloni au congrès de la CGIL (Confédération générale italienne du travail) paraît au mieux lunaire, au pire suicidaire pour le mouvement ouvrier, d'autant plus à une date qui peut être considérée comme une provocation, le 17 mars, journée de l'unité nationale commémorant la proclamation du royaume d'Italie...

En effet, nous ne pourrions pas imaginer un congrès des grandes confédérations syndicales françaises où serait invité un chef de gouvernement et encore moins si celui-ci ou celle-ci était d'extrême droite.

Cette décision de la direction de la CGIL d'inviter la première Ministre devant 986 délégués a provoqué la réaction d'une trentaine d'entre eux qui s'est levée en protestation, quittant la salle en chantant Bella Ciao le poing levé.

Le contenu du discours « Mussolinien » de Méloni a été fidèle à ses origines politiques : unité nationale, politique antisociale (refus du salaire minimum, remise en cause du revenu de citoyenneté, réforme fiscale).

« *La raison bien plus profonde pour laquelle je suis ici aujourd'hui, 17 mars, journée de l'unité nationale : Un vide qui a vu l'absence du chef du gouvernement de votre congrès depuis 27 ans est comblé, aujourd'hui nous pouvons célébrer l'unité nationale. Le contraste a même un rôle positif, l'unité donne un sens au contraste. Nous travaillons avec des croyances différentes pour le même objectif, le bien de la nation. La richesse est créée par les entreprises, avec leurs travailleurs* », déclara-t-elle à la tribune, sans que cela provoque réaction de la direction de la CGIL.

Ce discours d'unité nationale, qui est à 2 pas de celui, traditionnel, de réconciliation des classes porté par le fascisme historique, est plus que condamnable, il est mortifère.



Nul doute que les relations et débats entre syndicats italiens, ou au sein de la CES (Confédération Européenne des Syndicats, dont la CGIL est membre), vont évoluer face à cette situation inédite.

## Deuxième provocation : Un 1er mai antisocial

Meloni a en effet choisi la journée internationale des travailleurs et de travailleuses pour supprimer le revenu de citoyenneté, favorisant de fait les contrats précaires et démontrant s'il le fallait que l'extrême droite sera toujours l'ami du patronat. Elle annonce de plus des exonérations de cotisations patronales pour l'embauche de jeunes de moins de trente ans. Le gouvernement introduit aussi un « instrument d'accès à l'activité » professionnelle : pour les personnes aptes à l'emploi, la participation à des formations ou des « projets utiles à la collectivité » devient obligatoire.

## Une réponse syndicale de masse et à la hauteur encore à construire

Les grandes centrales syndicales italiennes doivent tout mettre en œuvre pour empêcher que l'Italie, avec l'arrivée des néofascistes au pouvoir, bascule vers un régime totalitaire qui, à terme, va remettre en cause les libertés syndicales et les acquis du mouvement ouvrier.

La stratégie de la CGIL de participer à toutes les réunions proposées par le gouvernement est, sans surprise, une impasse : bien évidemment le gouvernement ne tient aucun compte des propositions syndicales !

La CGIL doit s'appuyer sur son rôle historique de lutte antifasciste, comme récemment le 9 octobre 2021 par le biais de Maurizio Landini, ancien secrétaire de la CGIL réagissant à une attaque fasciste (a priori de la mouvance Forza Nuova) sur le local de la CGIL en ces termes :

*« Il faut répondre avec tout notre sens civique et démocratique : le samedi 16 octobre il y aura une grande manifestation antifasciste à Rome. Les formations qui font référence au fascisme doivent être dissoutes, il est temps*

*de le dire clairement. [...] Il faut que ce soit clair : si quelqu'un a pensé nous intimider, nous faire peur, nous faire taire, il doit savoir que la CGIL et le mouvement ouvrier ont déjà vaincu le fascisme dans ce pays et ont permis de retrouver la démocratie. ils ne nous intimident pas, ils ne nous font pas peur ».*

La manifestation du 16 octobre eut lieu avec des banderoles antifascistes de la CGIL.

**Malgré cela, l'extrême droitisation de la vie politique italienne, de Berlusconi à Salvini puis Meloni, semble avoir, comme en France et partout en Europe, permis la dédramatisation de partis et personnalités qui faisaient encore il y a quelque temps l'apologie du duce...**

Par ailleurs, le syndicat chrétien démocrate CISL (Confédération italienne des syndicats de travailleurs) a pris position en saluant une Meloni ouverte au dialogue social :

*« La convocation du Premier ministre Meloni dimanche à la veille du lancement par le gouvernement de certaines mesures importantes sur le domaine fiscal, le revenu d'inclusion et les mesures d'inclusion au travail est un signe d'attention et de respect du rôle du syndicat. La CISL est prête à se confronter sur le fond, avec nos propositions, comme nous l'avons toujours fait ». C'est ce qu'a écrit sur Twitter le secrétaire général de la CISL Luigi Sbarra sur la convocation des syndicats au Palazzo Chigi.*

Luigi Sbarra est un des défenseurs sans complexe de l'intégrité de Meloni. Plusieurs articles sur son site condamnent et dénoncent les menaces contre la première ministre :

*« Les menaces contre la Première ministre Meloni et sa famille, auxquelles va notre solidarité, sont graves et inqualifiables. La lutte politique ne doit jamais dépasser ces niveaux de haine et d'intimidation envers ceux qui représentent les institutions démocratiques ». Le secrétaire général de la CISL, Luigi Sbarra, l'écrit sur Twitter.*

Ces prises de positions syndicales sont objectivement une impasse et participent même à

la banalisation de Meloni et de l'extrême droite.

### **Face au mépris du gouvernement Méloni, des revendications syndicales, un commencement de prise de conscience ?**

Face à l'offensive antisociale et de stigmatisation des pauvres, les syndicats italiens, bien que divisés, ont appelé pour le 17 novembre à une grève générale (la CGIL et l'UIL, Union italienne du travail), pour manifester leur désaccord sur le budget 2024, qu'ils estiment dangereux pour la préservation de l'Etat-providence et les droits des travailleurs.

A l'occasion de cette grève générales, « Bella ciao » a clôturé la manifestation de la CGIL et de l'UIL sur la Piazza del Popolo, à Rome.

Par ailleurs, les dirigeants de la CGIL Maurizio Landin et Pierpaolo Bombardieri ont déclaré : « *C'est ainsi que le gouvernement mène le pays à l'effondrement* », et celui de l'UIL, M. Bombardieri : « *Cette place est une réponse démocratique des gens qui souffrent, qui ont payé pour être ici. Il s'agit d'une réponse démocratique à ceux qui intimident les institutions* ».

La CISL, Confédération italienne des syndicats de travailleurs, syndicat d'obédience catholique, appelait de son côté à une manifestation le samedi 25 novembre 2023.

Nous pensons nécessaire que ce commencement de contre-offensive syndicale sur le plan social puisse maintenant aussi déboucher sur une prise de conscience et une mobilisation à caractère antifasciste au sein de ces syndicats, tous issus de l'antifascisme de l'après-guerre.

En espérant que les 30 délégué.es qui ont quitté la salle du congrès de la CGIL pour protester contre la présence de Méloni seront bientôt rejoints par de nombreux syndicalistes prenant conscience de ce danger mortel que représente un gouvernement d'extrême droite pour les salariés, les ouvriers, les précaires, les pauvres et le mouvement ouvrier.

A souligner la réaction de certains syndicats de bases italiens, ni sans ambiguïté sur sa caractérisation.

Ainsi, dans un article sur Giuseppe Valditara, le nouveau ministre (Lega) de « l'Éducation et du Mérite », la Coordination Unitaire de Base (CUB) dénonce par exemple ses propos d'historien envers les étudiant-es :

*« Le ministre ne pense pas, et c'est intéressant, à dire un mot sur le courant politique duquel il est proche, à savoir le fascisme et, par conséquent le racisme, qui compte tenu de l'importance qu'il a eu dans l'histoire nationale et européenne, aurait mérité une certaine attention. »*

**Il convient maintenant que des convergences s'opèrent, dans l'unité la plus large, pour que les syndicalistes quelle que soit leur appartenance syndicale, conscient.es de la nature néofasciste du gouvernement, construisent des mobilisations à la hauteur des offensives présentes et à venir du gouvernement d'extrême droite.**

Encore une fois, cet exemple italien doit nous pousser, en France, à anticiper le pire (bien que la priorité soit de l'empêcher), à en débattre dans chaque syndicat ainsi qu'en intersyndicale afin de ne pas tomber dans une forme de paralysie si l'extrême droite arrivait demain au pouvoir.

## **PETITE HISTOIRE DU FASCISME EN ITALIE**

### **Le néo-fascisme : de la marginalité politique à la conquête du pouvoir**

Après la chute du fascisme en 1945, la jeune République italienne née en 1946 a adopté une Constitution en 1947, fruit d'un compromis politique entre les principales forces politiques dominées par la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste et le Parti communiste. Cette Constitution mettait sur pieds une démocratie basée sur la rupture avec la dictature fasciste. Dans ce contexte, les fascistes étaient marginalisés et allaient entamer une longue traversée du désert pour plusieurs décennies.

## **Le MSI, héritier direct du fascisme historique**

Cependant, dès 1946, quelques jeunes rescapés de l'éphémère République sociale italienne de Salò, et d'anciens membres du régime fasciste, profitant des lois d'amnistie, vont fonder le Mouvement Social Italien (MSI). Leur devise officielle : « *ne rien renier, ne rien restaurer* », pose ainsi les bases du néo-fascisme. Le parti, dont le programme revendique le fascisme-mouvement corporatiste, joue la carte du légalisme et se présente régulièrement aux élections, en réalisant des scores très bas.

Néanmoins, son secrétaire, Giorgio Almirante, sera élu à la Chambre des députés dès 1948, avec 5 autres députés, et sera systématiquement réélu jusqu'à sa mort, en 1988. Dès 1950, le MSI développe sa propre confédération syndicale, la Confédération italienne des syndicats nationaux de travailleurs (CISNAL), revendiquant plusieurs dizaines de milliers de membres, qui se transformera en 1996 en *Unione Generale del Lavoro* (UGL).

Dans le contexte de l'après mai 1968 et du « mai rampant » qui voit la jonction entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier et qui prolonge la puissante période de mobilisations sociales, l'extrême droite italienne inaugure la stratégie de la tension avec l'attentat meurtrier de la Piazza Fontana à Milan. En France aussi, des mouvements comme l'Ordre nouveau assument l'affrontement politique violent

En 1972, le MSI, nationaliste mais surtout violemment anticomuniste, va réaliser ses meilleurs scores en faisant alliance avec un parti monarchiste, avec 2 800 000 voix (Robert O. Paxton : *La fascisme en action*, éditions du Seuil, 2004, p.300-301).

**La même année, le Front national est créé en France et va s'inspirer largement de son exemple, reprenant le même logo de la flamme tricolore, symbole de l'ascension au ciel de l'âme de Mussolini.**

En 1984, lors des élections européennes, le MSI obtient plusieurs sièges, comme le FN qui fait sa première percée en France. Ensemble, ils vont ainsi constituer le Groupe des Droites européennes.

Peu avant sa mort, en 1987, Giorgio Almirante désigne son successeur Gianfranco Fini, qui va amorcer la mue nationaliste-libérale du MSI et sa banalisation dans le jeu politique, profondément bouleversé suite aux procès de l'Opération Mains Propres qui a mis en lumière la corruption de la classe politique et du monde économique et précipité la chute de la Démocratie chrétienne. En 1994, 4 membres du MSI vont entrer dans le gouvernement de Silvio Berlusconi, après leur succès aux élections municipales.

Le parti change de nom en 1995 et devient Alliance nationale alors que le courant qui assume encore ouvertement l'héritage fasciste fonde la même année le MSI-Flamme Tricolore. En 2001, Fini entre à nouveau dans le second gouvernement Berlusconi. En 2009, sous son impulsion, le MSI fusionne avec le parti de Berlusconi, Le Peuple de la liberté, assumant le virage amorcé libéral et pro-européen.

## **La Ligue et Fratelli d'Italia, des mouvements post-fascistes**

La ligue du Nord, fondée en 1989, est un mouvement politique à l'origine régionaliste et fédéraliste dirigé par Umberto Bossi et qui prônait l'indépendance de la Padanie. Ses positions anti-européennes, protectionnistes et anti-immigration lui ont assuré des succès électoraux non seulement dans le Nord de l'Italie mais également dans d'autres régions.

Mais c'est sous l'impulsion de Matteo Salvini, qui devient secrétaire fédéral en 2013, que le parti va abandonner le régionalisme au profit d'une idéologie nationaliste et identitaire. Suite au score historique aux élections parlementaires de 2018, Salvini est nommé vice-président du Conseil des ministres et devient ministre de l'Intérieur du gouvernement Conte jusqu'en septembre 2019 et le parti va devenir la Ligue. Salvini se positionne à l'extrême droite, s'illustre par des positions nationalistes

identitaires, sécuritaires et anti-immigration très virulentes, dans le contexte particulier de la « crise des migrants » et par des coups médiatiques, en sachant très bien utiliser les réseaux sociaux.

**Lors des élections européennes de mai 2019, Marine Le Pen s'affichait ouvertement aux côtés de Salvini, mise en scène sensée illustrer la possibilité d'accéder elle-aussi un jour au pouvoir.**

L'entrée de la Ligue dans le gouvernement Prodi en février 2021 a libéré la place à l'extrême droite pour Fratelli d'Italia. Cependant Giorgia Meloni n'hésitera cependant pas à reprendre Salvini dans son gouvernement de coalition en 2022, ce dernier devenant à nouveau vice-président du Conseil des ministres.

**Le parti Fratelli d'Italia, créé en 2012 et dirigé depuis 2014 par Giorgia Meloni, s'inscrit dans la tradition du MSI et a d'ailleurs repris comme logo officiel la flamme tricolore fasciste.**

Le parti entretient dès ses débuts des liens avec d'autres petites formations post-fascistes comme CasaPound et Forza Nuova. Son programme est nationaliste, protectionniste et néo-libéral, avec des inflexions sur l'Europe et revendique des positions familialistes traditionnalistes, anti-LGBT, anti-immigration et islamophobes, pour la préférence nationale.

Giorgia Meloni a adhéré très jeunes au MSI puis à l'Alliance nationale, où elle a eu des responsabilités. Elle est nommée ministre des sports en 2008 dans le quatrième gouvernement de Berlusconi. A plusieurs reprises, elle a tenu des propos ambigus sur Mussolini.

Mais depuis son arrivée au pouvoir en 2022, 100 ans après la Marche sur Rome, elle est devenue le symbole d'une extrême droite post-fasciste totalement banalisée, capable de présenter des gages à l'Union européenne et de s'adapter à l'exercice de la réalité pragmatique du pouvoir.

**Les élections européennes de 2024, un enjeu pour l'extrême droite**

Marine Le Pen avait salué la victoire de Meloni en septembre 2022 : « *le peuple italien a décidé de reprendre son destin en main en élisant un gouvernement patriote et souverainiste. (...) Bravo à Giorgia Meloni et à Matteo Salvini pour avoir résisté aux menaces d'une Union européenne antidémocratique et arrogante.* »

Marine Le Pen n'a pas non plus hésité à venir en Italie en septembre 2023, s'affichant à nouveau aux côtés de son vieil allié Matteo Salvini pour lancer leur campagne commune en vue des prochaines élections européennes de 2024, surfant sur la « submersion migratoire », avec les migrant-es comme éternels boucs-émissaires, dans une perspective raciste et complotiste.

## **QUELQUES REPÈRES HISTORIQUES POUR APPROFONDIR LE SUJET...**

L'extrême droite, ou plutôt les extrêmes droites italiennes avaient déjà participé à des majorités et à des gouvernements, après la Seconde guerre mondiale. Toutefois, c'est la première fois que l'une des composantes de ces extrêmes droites réussit à prendre totalement la tête du gouvernement, après la chute du régime fasciste à Rome fin 1943 ou celle de la « République sociale italienne » (RSI), régime croupion entièrement dépendant de l'Allemagne nazie, au printemps 1945.

Tout d'abord, le gouvernement du chrétien-démocrate Fernando Trambonoi (mars à juillet 1960), qui avait sollicité et obtenu le soutien parlementaire du parti néofasciste MSI - Movimento sociale italiano - sans que ce dernier ne participe à l'exécutif, n'avait tenu que quatre mois. La répression de manifestations antifascistes fit treize morts et de nombreux blessés (à Rome, Reggiod'Emilie et Catane), sur cette courte période.

Ce sera, plus tard, Silvio Berlusconi qui sera le véritable maître d'œuvre de la réintégration de l'extrême droite italienne, historiquement discréditée par le bilan du fascisme, dans le

jeu politique du pays et lui confiera des ministères.

L'homme d'affaires, tirant profit de la crise qui frappait plusieurs partis politiques traditionnels et surtout la Démocratie chrétienne (DC) suite aux opérations judiciaires anti-corruption du début des années 1990, sera élu trois fois président du conseil et dirigera plusieurs gouvernements.

La première fois suite aux législatives du 27 mars 1994, qui avaient consacré une percée du parti « Forza Italia » que l'affairiste Berlusconi avait créé autour de lui-même, avec l'appui des médias dont il était le propriétaire.

Berlusconi y intégrera à la fois le MSI, parti héritier du fascisme historique fondé dès 1946, plutôt ancré dans le sud du pays et partisan d'un Etat central fort... et la Ligue du Nord (aujourd'hui devenu la Ligue, La Lega), formation régionaliste ancrée dans le nord et nord-est du pays, opposée au centralisme et partisan affiché d'un égoïsme économique des régions les plus riches de l'Italie. A l'époque, la Ligue du Nord affirme, dans l'un de ses slogans, que « *l'Afrique, ça commence à Rome* ». Néanmoins, sur fond de défense acharnée d'intérêts économiques de différentes fractions de la bourgeoisie mais aussi de racisme communément partagé, les trois partis - Forza Italia, MSI, Lega - réussissent à tenir ensemble dans le même gouvernement, malgré certaines aspirations contradictoires.

Le premier gouvernement Berlusconi ne tiendra toutefois que huit mois. Il chutera suite à des manifestations massives organisées pour s'opposer à un projet de « réformes des retraites », présentera sa démission fin décembre 1994 puis quittera ses fonctions en janvier 1995. Le même mois, un congrès du MSI actera sa mutation en « Alliance nationale » (Alleanza nazionale).

Silvio Berlusconi occupera à nouveau les fonctions de président du Conseil de juin 2001 à avril 2006 (il sera alors le chef du gouvernement qui aura exercé le mandat le plus long, dans toute l'histoire politique de l'Italie après 1945), puis de mai 2008 à novembre 2011.

Tombent dans cette période, par exemple, la très violente répression des manifestations contre le sommet du G8 à Gênes, en juillet 2001 - un manifestant tué, plus de 600 blessés, des cas de torture à l'école Diaz, le ministre de l'Intérieur étant alors le chef de l'Alleanza nazionale, le « postfasciste » Gianfranco Fini - et l'adoption d'une loi anti-immigration très dure, la « Loi Bossi-Fini » de 2002.

Ce seront finalement, en 2011, les marchés financiers qui obtiendront le départ de Berlusconi, soupçonné d'amateurisme économique, au profit d'un gouvernement de technocrates.

Cette époque est aujourd'hui révolue, dans la mesure où Silvio Berlusconi est décédé en juin 2023 et ne tiendra donc plus des coalitions. L'une des composantes des extrêmes droites italiennes, la Ligue du Nord devenue « La Ligue » en 2013 pour mieux draguer l'électorat du centre et du sud du pays, participera à un autre gouvernement en 2018/19.

Il s'agit de celui constitué, de juin 2018 à septembre 2019, par le « Mouvement des cinq étoiles » (M5S), parti politique attrape-tout initialement créé sur les réseaux sociaux par le clown politique Beppe Grillo, ensemble avec la Ligue dirigée par Matteo Salvini qui en sera numéro deux du gouvernement et ministre de l'Intérieur, ex aequo avec le chef du M5S d'alors, Luigi di Maio. Le président du conseil, Giuseppe Conte, n'appartient alors à aucun parti. C'est Matteo Salvini qui fera chuter le gouvernement suite à une manœuvre à travers laquelle il tentait, au cours de l'été 2019, à devenir lui-même le numéro 1 du gouvernement ; il s'était trompé dans ses calculs tactiques.

### **Le premier gouvernement post-1945 directement dirigé par l'extrême droite**

La première représentante de l'extrême droite à réussir à devenir directement cheffe d'un gouvernement, après 1945, sera toutefois Giorgia Meloni.

Militante depuis ses années de jeunesse, Meloni, née en 1977, vient du MSI. Ce dernier, devenue Alleanza nazionale en 1995 par une

transformation en vue d'une « dédramatisation » (comme on dirait au FN français devenu RN), avait consenti en 2009 à une fusion avec le parti de l'affairiste Berlusconi, « Forza Italia », pour former le « Peuple des libertés ».

Celui-ci était sensé devenir un parti hégémonique destiné à couvrir la droite et l'extrême droite du spectre politique. Mais la fusion était finalement mal engagée, plusieurs fractions de l'ex-MSI devenu AN refusaient d'être absorbées dans ce qu'ils apercevaient comme un magma manquant d'idéologie.

L'une des scissions qui se produisirent alors déboucha, en 2012, sur la création du parti Fratelli d'Italia (« Frères d'Italie »), formation d'abord de taille assez réduite avant de profiter, notamment, du déclin d'autres composantes de l'ex-AN.

C'est fidèlement aux « idées » du MSI historique que la jeune Giorgia Meloni, alors âgée de 19 ans, avait publiquement déclarée en 1996 :

*« Je crois que Benito Mussolini était un homme politique bon. »*

(<https://www.youtube.com/watch?v=XuoXr-zjqas>).

Si, pour des raisons stratégiques, elle ne répéterait aujourd'hui sans doute pas publiquement ce même propos, elle n'a jamais non plus condamné la période et le bilan du fascisme historique

## CONCLUSION PROVISOIRE

L'Italie de Meloni n'est pas devenue la Hongrie d'Orbán. Mais ont été successivement annoncés ou promulgués :

- la fin du revenu de citoyenneté, une sorte de RSA ;
- l'obligation faite aux ONG de bateaux qui secourent les migrant·es en mer de débarquer dans les ports lointains du nord de l'Italie ;
- la mise en place d'un « état d'urgence migratoire » aux contours incertains ;

- la loi votée en urgence contre les raves ;
- l'interdiction faite aux autorités locales de transcrire la filiation d'un enfant né à l'étranger de parents de même sexe, comme beaucoup le faisaient auparavant ;

Sans oublier la volonté de remettre en cause la législation de 2017 qui définit la torture comme un crime à la suite d'un rapport du Conseil de l'Europe ayant pointé, en mars dernier, les nombreux abus commis dans les prisons italiennes...

Tout cela fait craindre de possibles accélérations et font penser que le sentiment de continuité pourrait être trompeur, même s'il demeure souvent difficile de distinguer ce qui relève de la provocation médiatique de l'agenda déterminé.

Et même si l'extrême droite au pouvoir paraît fonctionner davantage par petites touches que par grands ravalements, par mouvements tactiques et localisés plus qu'au moyen de grandes lois trop visibles et susceptibles de susciter des réactions des voisins européens, la gangrène s'est bel et bien installée en Italie.







**Nouvelle brochure de VISA disponible mi-septembre 23**

**S'ARMER CONTRE L'EXTRÊME DROITE - Tome 2  
Bilan d'un an d'imposture des 88 député.es**

Face aux risques :

- de ruissellement accru des idées fascistes dans le débat politique,
- de focalisation médiatique sur les thèmes chers à l'extrême droite,
- d'une nouvelle progression du FN/RN aux prochaines élections,
- d'une montée régulière des violences de l'extrême droite

les militant.es de VISA ont compilé les agissements et les votes des député.es FN/RN pour démontrer une fois de plus leur imposture sociale. Dans cette brochure de 120 pages vendue 3 € (tarifs dégressifs pour les grosses commandes), les violences provoquées par l'extrême droite sont également listées et dénoncées.

**Au sommaire**

22 juin 2022, première séance de la nouvelle assemblée, premier dérapage...

Les mesures d'urgence du 22 juillet adoptées grâce au FN/RN

L'idéologie nauséabonde du FN/RN sur l'Assurance chômage

Le RN et la Russie ou comment se prendre les pieds dans le tapis

« Qu'il(s) retourne(nt) en Afrique »

Pour le FN/RN, un bon travailleur étranger est un travailleur sans droits

Le cauchemar brun d'une protection sociale en mode préférence nationale

FN/RN, à la « niche » !

Le FN/RN part en croisade contre le wokisme

Le FN/RN et la réforme des retraites : Opportunisme, racisme... libéralisme !

Le FN/RN adore les fonds de pensions

Le trouble jeu du FN/RN sur l'IVG

Réflexions syndicales antifascistes sur les violences d'extrême droite

Meurtre de Nahel et révoltes vs fascisation de la police et racisme de l'extrême droite

L'imposture sociale du FN/RN démasquée par ses votes



[www.visa-isa.org](http://www.visa-isa.org)

[assovisabis@gmail.com](mailto:assovisabis@gmail.com)

# SUITE DU DOSSIER

janvier 2024

Publié fin novembre 2023, notre dossier n°12 est complété par quelques compléments d'actualité :

- Un article de Visa intitulé « Méloni, antiféministe et homophobe »,
- Un point d'actualité sur le rassemblement et les saluts fascistes du dimanche 7 janvier en Italie avec la présence de français,
- Un lien vers un article de Médiapart sur les relations étroites entre le RN et l'extrême droite Italienne :  
<https://www.mediapart.fr/journal/international/170124/gian-luigi-ferretti-le-trait-d-union-entre-le-rn-et-l-extreme-droite-italienne>

## MÉLONI, ANTIFÉMINISTE ET HOMOPHOBES

Fin novembre 2023, Giorgia Meloni était interpellée par l'opinion publique suite à un énième féminicide en Italie. Sa réponse fut d'appeler les femmes « à *ne pas se mettre en situation de se faire violer* », sous-entendant que les victimes sont responsables des viols qu'elles subissent.

Le ministre italien de l'Éducation Giuseppe Valditara, sous la pression de l'opinion publique, a, de son côté, présenté le plan « Éduquer aux relations », pour introduire une éducation sexuelle et affective dans les lycées. Mais attention, non obligatoire, car il prévoit le consensus des étudiant.es et de leurs parents.

C'est-à-dire que des « parents vigilants » italiens, cousins réactionnaires des pa-

rents « Zemmourien », pourront refuser que leurs enfants assistent à ces cours.

Telle est la politique en non-faveur des femmes du « premier ministre » (Meloni refuse la féminisation du nom de sa fonction), issue du mouvement néo-fasciste Fratellini d'Italia, qui a pris le pouvoir en Italie. Et quand elle est dénoncée par les féministes pour son indifférence et son inaction face aux crimes et méfaits du système patriarcal, Giorgia Meloni publie une photo d'elle avec sa fille, sa mère et sa grand-mère, comme si son « genre » était en soi une démonstration qu'elle défendrait le matriarcat et les intérêts des femmes dans son pays.

### Dieu, patrie, famille

« Je m'appelle Giorgia, je suis une femme, je suis une mère, je suis italienne, je suis chrétienne », a déclaré Meloni lors d'un meeting en 2018, voici résumée, sa



devise et l'orientation de son programme concernant la condition féminine.

Cette déclaration de guerre contre les féministes, contre les militant.es des

Petit à petit, car l'Italie faisant partie de l'UE, elle doit, pour continuer à bénéficier des aides financières européennes, respecter un certain nombre de critères concernant le respect des droits des femmes, des homosexuel.le.s et des minorités de genre.

Concernant l'avortement, le gouvernement d'extrême droite, empêché par les contraintes européennes de toucher à la Loi de dépénalisation, met néanmoins tout en œuvre pour le mettre hors de portée des femmes qui en font la demande, en le rendant encore plus difficile. Nombre de gynécologues recourent déjà à l'objection de conscience pour refuser de les pratiquer.

Méloni défend les valeurs traditionnelles et la culture catholique dans ce qu'elle a de plus sexiste et réactionnaire.

Il n'y a bien sûr pas de ministère du Droit des femmes dans son gouvernement où l'extrême droite est hégémonique, mais un ministère de la famille, de la natalité et de l'égalité des chances dirigé par Eugénia Rocella qui fut dès 2017 militante de la « Manif pour tous » version italienne, gravitant autour des cercles les plus intégristes de l'église catholique sur les questions de genre.

Pour toute cette mouvance conservatrice et réactionnaire qui gravite autour du

droits LGBTQI+, ou encore les défenseurs des migrants est en train de se concrétiser peu à peu dans la politique élaborée et mise en place petit à petit par son gouvernement.

gouvernement Méloni, le modèle familial proposé est celui considéré comme « naturel », fondé sur le mariage hétérosexuel et la division rigide des rôles masculins et féminins, modèle dans lequel les femmes garantissent l'« économie du don », un travail de soin non rémunéré et non reconnu dans une société organisée selon les principes de la hiérarchie des classes et des sexes, de l'individualisme compétitif et du profit individuel.

Cette orientation idéologique ne se concrétise pas encore dans des décisions actées politiquement, mais les déclarations « du » ministre et de sa garde rapprochée montrent que le but du gouvernement consiste à terme de remettre en cause les droits des femmes durement acquis grâce aux luttes féministes.

Ainsi, Méloni, tout en se défendant de vouloir remettre en cause l'avortement, dit vouloir protéger la maternité et mettre en place des solutions pour permettre aux femmes de ne pas avorter en déclarant : « *Nous ne toucherons pas à la loi sur l'avortement, nous voulons juste que les femmes sachent qu'il y a d'autres options* ». Arguments habituels que nous connaissons de la part de l'extrême droite, prémices à de futures limites et restrictions du droit à l'IVG.

Pour Georgia Méloni et son gouvernement truffé d'intégristes catholiques et de néo-fascistes, l'IVG est un droit provisoire

des femmes avec lequel ils sont contraints de composer, avec le projet à terme, de le remettre en cause.

Giorgia Meloni incarne cette droite dure et nationaliste qui veut renforcer la natalité et craint le déclin de la population face à une arrivée de personnes étrangère.

*« La population italienne est en déclin. Je ne dis pas que les étrangers ne devraient pas avoir d'enfants mais nous devons créer les conditions pour que les Italiens se reproduisent »* déclarait Carlo Ciccio, un des leaders de Fratelli d'Italia avant les élections. Pour ce parti néo-fasciste au pouvoir la maternité pour la femme ne doit plus être un choix personnel mais pour la nation ou la patrie, pour la démographie.

### **Attaque contre les LGTBQI+**

Giorgia Meloni mène une véritable croisade contre les familles homoparentales en Italie. Ainsi, son gouvernement mène une offensive sans merci contre les droits des LGTB+ en particulier concernant les droits et l'état civil des enfants de couples homosexuel.le.s. Le gouvernement a ainsi demandé aux préfets de veiller à ce que l'état civil des enfants ne comportent pas le nom de deux pères ou de deux mères. Rappelons que l'Italie a été le dernier pays d'Europe occidentale à mettre en place, en 2016, une « union civile » entre personnes de même sexe et que celle-ci a été votée à minima, en excluant toute disposition sur les questions de filiation...

Les couples lesbiens ayant eu des enfants par PMA ne pouvaient donc être reconnus comme parents qu'à travers deux processus :

- Soit se lancer dans une « adoption spéciale » de l'enfant du parent avec qui l'on est en couple. Une possibilité soumise à l'appréciation différenciée des juges, car ce type d'adoption est à l'origine destiné à des couples hétérosexuels, et souvent réservé à la situation où une mère d'un enfant sans père connu ou reconnu demande à ce que celui-ci soit adopté par l'homme avec lequel elle vit.

- Soit demander aux mairies, qui sont chargées de cette mission administrative, d'inscrire les deux parents homosexuel·les sur l'état civil de l'enfant, comme certaines municipalités acceptaient jusqu'ici de le faire. Mais avec l'ordre récemment donné aux préfets, cette solution n'est plus possible.

Un enfant de quatre ou six ans, qui avait jusqu'ici deux parents légaux, risque d'en perdre un des deux.

*« C'est une véritable homophobie d'Etat qui se met en place par-dessus les corps et les sentiments des enfants et de leurs familles pour imposer un modèle familial unique »* comme l'a dénoncé dans le journal Le Manifesto l'ancienne ministre de centre gauche Emma Bonino.

Par ailleurs, le gouvernement veut criminaliser ceux et celles qui ont eu recours à la GPA à l'étranger, les couples qui commettraient ce « délit universel » encour-

raient jusqu'à 2 ans de prison et 1 million d'euros d'amende.

Enfin, des pressions sont exercées pour empêcher l'administration des universités qui permettaient aux personnes trans ou non binaires de pouvoir être « genré-es » au masculin ou féminin même si cela ne correspond pas à leur état civil, et appelées par le prénom de leur choix lors des appels ou des examens, de le faire.

## **SALUTS FASCISTES FRANCO-ITALIENS**

Dimanche 7 janvier 2024, plusieurs centaines, voire un millier de néofascistes, se sont rassemblés à Rome devant l'ancien siège du Mouvement Social Italien (parti fondé par des partisans de Mussolini en 1946) pour rendre hommage à 2 militants fascistes tués en 1978, pendant les années de plomb.

Après une marche aux flambeaux, de nuit et au pas cadencé, le crane souvent rasé et habillés de noir, les militants d'extrême droite se sont alignés en peloton et ont levé trois fois le bras en faisant le salut fasciste et en criant « présent », dans une « chorégraphie qui rappelle celle des chemises noires de Mussolini », selon Libération.

La secrétaire générale du Parti démocrate, de centre-gauche, Elly Shlein, a ainsi réagi : « *Si vous criez 'Vive l'Italie antifasciste' au théâtre, vous êtes identifié, mais si vous assistez à un rassemblement néofasciste avec des salutations et des*

*banderoles romaines, vous ne l'êtes pas. Meloni n'a-t-elle rien à dire ? »*

Parmi les groupuscules italiens, des néofascistes français étaient évidemment de la partie. En effet, selon deux journalistes de StreetPress, plusieurs groupuscules français sont allés renforcer les rangs de leurs camarades italiens. On retrouve, parmi les plus notables, des membres de la « GUD Connection », de Génération Identitaire, du RED d'Angers, des fémonationalistes de Némésis ainsi que Xavier Maire, auteur d'un recueil de témoignages de SS.

**Ce déplacement de fascistes français en culotte courte pour cette «commémoration» n'est pas une nouveauté, il a lieu depuis plusieurs années.**

**En France, plus l'extrême droite augmente son audience, plus les groupuscules fascistes sont violents. Ailleurs, lorsqu'elle arrive au pouvoir, ses milices se lâchent en toute impunité.**

**Résistance, vigilance, ne laissons pas le RN et ses sbires arriver au pouvoir !**



# RETROUVER L'ENSEMBLE DES DOSSIERS VISA SUR LE SITE INTERNET

**Les Dossiers de VISA #1**  
septembre 2015

Quelles que soient les positions syndicales sur les dernières lois Macron et Rebsamen, nous pouvons nous accorder pour affirmer qu'il s'agit de changer de manière importante le quotidien des salarié-e-s et de leurs représentants.

VISA se devait de scruter le positionnement de l'extrême droite sur ces deux lois : en effet, le FN, qui se revendique comme le « premier » parti dans les classes populaires, publie quasi toutes les semaines des communiqués de presse pour dénoncer les suppressions d'emploi, la précarité, le chômage galopant, etc...

**FN et Lois Macron / Rebsamen**  
**OPPOSITION DE FACADE SUR FOND NATIONALISTE**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #2**  
janvier 2017

Le 22 septembre dernier le collectif enseignant du Rassemblement Bleu Marine, lié au Front National, aidé du collectif étudiant Marianne membre du même rassemblement, a organisé sa « convention présidentielle de Marine Le Pen ».

Qui sont-ils et que représentent-ils ? Issu, comme on pouvait s'y attendre, des territoires conquis par le Front, le grand nord et le grand Sud, ce petit groupe est assez hétéroclite. Mais un regard plus détaillé permet de pointer des caractéristiques qui peuvent être intéressantes pour la suite.

**FN ET ECOLE**  
**ANALYSE DES 100 PROPOSITIONS DU COLLECTIF RACINE**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #3**  
août 2017

Bien moins que ce qu'ils espéraient, mais bien plus que lors de la législature précédente, c'est finalement huit députés FN ou assimilés qui siègent maintenant à l'Assemblée Nationale.

Qui sont-ils et que représentent-ils ? Issu, comme on pouvait s'y attendre, des territoires conquis par le Front, le grand nord et le grand Sud, ce petit groupe est assez hétéroclite. Mais un regard plus détaillé permet de pointer des caractéristiques qui peuvent être intéressantes pour la suite.

**LES NOUVEAUX DEPUTES DU FN**  
**PARCOURS ET DISCOURS**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #4**  
mai 2018

Après deux mois de silence radio total sur la question du changement du nom de la « bête », le FN est revenu sur ce thème, le 3 mai 2018.

Les choses se concrétisent maintenant : depuis le mercredi 09 mai, les + 45.000 adhérents à jour de cotisation + selon la direction (soit mille mois que les chiffres officiels gonflés, et moins aussi que les 51.000 en droit de voter avant le congrès de mars 2018) sont désormais consultés. Ils et elles auront jusqu'à 31 mai pour dire/ils et elles acceptent le nouveau nom proposé par la direction : « Rassemblement national ».

Marine Le Pen annoncera le résultat le 1er juin prochain.

**ANALYSE DES DISCOURS ET POSITIONS DU FN**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #5**  
décembre 2018

L'objectif de ce dossier est d'informer les militants syndicaux et du mouvement social sur les projets de manipulation visant à récupérer et dénaturer le mouvement des « gilets jaunes ».

Nous voulons éclairer les méthodes employées par les différentes « factions » de l'extrême droite, qu'elles soient institutionnelles comme, entre autres, le Rassemblement National (RN) et Debout la France (DLF), ou groupuscules avec des références assumées à l'idéologie fasciste et antidémocratique (Identitaires, GUID, royalistes...). Lorsque l'extrême droite réussit à infiltrer localement le mouvement des « gilets jaunes », le danger et les dérives qui en découlent constituent un danger mortel pour les mobilisations d'aujourd'hui et à venir.

**CES GILETS BRUNS QUI POLLUENT LES GILETS JAUNES**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #6**  
février 2020

Ce sixième dossier de VISA compile tous les actes idéologiques de l'extrême droite contre l'école publique, contre les écoliers et leurs parents dès qu'elle occupe le pouvoir dans une mairie.

**LES MEFAITS DES MAIRIES RN**  
**CONTRE L'ECOLE**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #7**  
avril 2020

L'extrême droite est interpellée par les enjeux de la période actuelle nouvelle, et tente de construire ses réponses. Après avoir tenté d'utiliser les élections municipales comme un tremplin, l'extrême droite tente maintenant de répondre à l'urgence des crises en cours : sanitaire, mais aussi économique et sociale.

VISA a décortiqué les résultats obtenus par le RN le 15 mars et analysé les prises de position du parti fasciste depuis le début de l'épidémie du Covid-19. Dans le même temps, VISA a débusqué des candidats RN se déclarant être militants syndicaux...

**RN, municipales et crise sanitaire**  
**LA PESTE BRUNE EST TOUJOURS NUISIBLE**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**Les Dossiers de VISA #8**  
février 2021

Le sujet des vaccins est sur toutes les lèvres en ce moment. Pour, contre, mitigé, attentiste, tout le monde y va de son avis et de son ressenti, mais en s'éloignant petit à petit des graves problèmes économiques et sociaux provoqués par la pandémie, sa gestion et ses conséquences.

S'il n'est évidemment pas du ressort de VISA de donner son avis sur la vaccination anti-Covid, les gestaculations des comploteurs et l'opportunisme du RN sur ce sujet nous poussent néanmoins à nous exprimer :

**CONTRE LES VIRUS DE L'EXTRÊME DROITE**  
**VISA DEVELOPPE SON VACCIN AntiRN**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**LES DOSSIERS DE VISA #9**  
mai 2021

**TRIBUNE DES GENERAUX, LE DANGER FASCISTE GRANDIT**

**TRIBUNE DES GENERAUX, ILS PARLENT, MAIS LES COMBATTANTS**

**EXTRAIT DES FAITS ET MEFAITS DE L'EXTRÊME DROITE DANS LE 34**

**LE RASSEMBLEMENT NATIONAL DANS LES CASERNES**

**TRIBUNE DES GENERAUX**  
**LE DANGER FASCISTE GRANDIT !**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**LES DOSSIERS DE VISA #10**  
septembre 2021

Avec l'éventualité d'une candidature d'Eric Zemmour au prochain scrutin présidentiel, il apparaît possible (mais pas encore certain) que l'extrême droite française ait plusieurs expressions électorales différentes voire concurrentes (RN, Les Patriotes, Debout la France).

**Extrême droite : Divisions ?... ou division des tâches ?**

**Échec aux élections régionales et départementales et candidatures fascistes multiples pour 2022**

Le RN en difficulté va montrer les crocs lors d'une année de tous les dangers !

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**LES DOSSIERS DE VISA #11**  
septembre 2021

Depuis bientôt deux ans, la pandémie de la Covid 19 frappe l'ensemble de la population planétaire, imposant mesures de confinements, de restriction des déplacements, mesure de surveillance exceptionnelle de la santé des populations et des individus, de restrictions des libertés pour limiter hospitalisations et surtout les décès. La grippe espagnole de 1918 à 1919, dans le contexte de la première guerre mondiale, a tué entre 50 et 100 millions de personnes. Il n'y avait à cette époque ni vaccin, ni gestes barrières, ni confinements, peu de masques.

**EN FINIR AVEC LA PANDEMIE**  
**COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE, LE RACISME ET L'ANTISEMITISME**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**LES DOSSIERS DE VISA #12**  
décembre 2023

Il y a un peu plus d'un an, le 22 octobre 2022 pour la première fois depuis Mussolini, une leader d'extrême droite prétendait et prenait le pouvoir en Italie.

**DE L'ITALIE DE MELONI A LA FRANCE DE LE PEN**

www.visa-isa.org - assovisabis@gmail.com - Association VISA

**WWW.VISA-ISA.ORG**

**ASSOVISABIS@GMAIL.COM**

**ASSOCIATION VISA**

**ADHERER A VISA S'ABONNER A LA NEWSLETTER AVOIR DES INFOS... VISITEZ NOTRE SITE !**